

S'adresser au bureau du journal  
de 8 à 11 heures du matin (et  
de 2 à 6 heures du soir à 10 heures  
du soir.

Édition et Administration:

PIEDRAS 277 (premier étage)

# UNION FRANÇAISE

PETIT

JOURNAL DU MATIN

DIRECTEUR: J.-G. BOZON-DUBARD

II Année Num. 222-146

MONTEVIDEO--Jeu 25 Février 1892

## ABONNEMENTS

Montevideo et Départements Étr. Arg. B. Mail  
Un mois : \$ 1.00 (120) 0.10  
Trois : 3.00 (360) 0.30  
Six : 6.00 (720) 0.60  
Un an : 12.00 (1440) 1.20

Numéro du jour : 0.04

Anden : 0.10

Les abonnements partent des 1er et 15 de  
chaque mois.

## PROFITONS DE L'EMBEILLIE

Ritigé dans sa marche, par la tempête ou  
par des vents contraires, le navigateur met à  
profit l'embellie, pour regagner le temps et  
l'énergie perdus dans la bourrasque.

On ne saurait mieux faire en politique, et  
c'est à réaliser des réformes trop longtemps  
ajournées, que les oppositions plus ou moins  
raisonnables ont le plus de chances de succès.  
Le Gouvernement ne saurait tout en-  
fermer.

L'occasion est propice. D'un côté à l'autre  
de l'opposition, on a su avec respect et accueil  
avec une joie manifeste l'acte d'énergie du Dr.  
Herrera.

D'autre part les hommes qu'il a appelés dans  
ses conseils inspirent confiance, même aux al-  
térés habitués de la politique.

Il n'est donc pas surprenant que les  
oppositions ont renoué les négociations et que  
la haute intelligence a depuis longtemps si-  
gnifié, sans aucun doute, à son patriotisme.

Le temps des hésitations prudentes est  
passé.

Il est convenu de ne point aborder sans  
une libération la solution des problèmes  
complexes dont dépend la vie d'un peuple ap-  
pelé à un grand et brillant avenir, il convient  
aussi de ne point oublier que l'occasion est  
chance, que sa culture est même telle qu'on  
ne lui connaît qu'un seul cheveu, et que beau-  
coup ont gâché par avoir pas eu la décision  
nécessaire au moment où il leur était possible  
de la saisir.

Les efforts patriotiques du Gouvernement  
n'ont pas été stériles jusqu'ici, il a pu obtenir  
de ses concitoyens des dehors, contre toute es-  
pérance, des concessions considérables et qui  
préparent le rétablissement de l'équilibre éco-  
nomique du pays.

Mais ces concessions, demandées avant qu'on  
eût épuisé au delà de la série des sacrifices pos-  
sibles, et alors qu'on laissait subsister dans  
toute leur exubérance gloutonne maint abus  
coûteux et d'insupportables parasitismes, ne  
sauraient suffire pour donner satisfaction à  
la conscience publique et pour mettre le pays  
à l'abri de nouvelles vicissitudes et de poignantes  
humiliations.

Importantes réformes sont demandées par  
l'unanimité des citoyens éclairés et des  
patriotes sincères, et ces réformes sont faciles,  
aujourd'hui que l'impulsion radicale des  
facteurs et des concitoyens de caserne est  
clairement démontrée.

Le Dr. Herrera a pu différer et ajourner,  
quand il n'était pas sûr de trouver partout  
l'appui qui est indispensable pour rompre avec  
les habitudes habituelles et réformer de dis-  
tinctes institutions; il a pu demander au temps  
et la patience que qu'une tentative prématurée  
pouvait faire échouer au profit même des égoï-  
smes invétérés qu'il s'agissait de briser.

Ces contemplations ne sont plus de saison.  
L'armée et le pays viennent de prouver, celle-  
ci par sa respectueuse soumission, celui-ci par  
ses manifestations de sympathie, que l'ère  
des agitations frileuses est close, et que le  
pays compte désormais sur une opinion et sur  
des forces absolument résolues à réprimer tout  
ce qui serait contraire à une politique d'ordre,  
de progrès et de sage liberté.

Rien ne s'oppose plus, par suite, à la réfor-  
me législative depuis si longtemps attendue,  
et chaque jour plus urgente; rien ne s'oppose  
plus à ce qu'on demande, et qu'on exige au be-  
soin, des réformes, les initiatives généreuses et  
les patriotiques exemples qui feront accepter  
des plus récalcitrants, sans murmure, des  
sacrifices trop longtemps retardés.

Si l'armée qui fut longtemps considérée com-  
me une pierre d'achoppement pour le loyal  
fonctionnement des institutions républicaines  
a pu en devenir le plus ferme appui, comment  
le Parlement pourrait-il s'attendre dans des  
pénuries et des erreurs dont la vilénie est no-  
toire?

À l'œuvre donc. Profitons de l'embellie et du  
bon vent qui souffle dans les voiles. Il ne faut  
plus qu'un effort patriotique pour rétablir la  
confiance, sortir de la crise, et gagner le  
port.

Uruguay.

## COMMUNICATION

### La pétition des chapeliers

Pour être chapelier, monsieur le Directeur  
on n'en est pas moins homme, et il ne serait  
point étonnant qu'un peu de préoccupation  
personnelle, se fût glissée dans les considéra-  
tions que je me permets de vous adresser, dans  
le but d'attirer l'attention des Pouvoirs Publics  
sur une réclamation que je crois dictée par  
une saine conception de l'intérêt national.  
Je prie toutefois de démontrer que la thèse de  
mes confrères n'a rien d'égoïste et qu'on don-  
nant satisfaction à notre respectueux deman-  
de l'Etat rendrait à tous un service indé-  
niable.

Notre corporation qui s'en souvient au-  
jourd'hui l'élite, à présent, il n'y a pas long-  
temps encore, au gouvernement de la Répu-  
blique Orientale, une requête tendant à ob-  
tenir, dans l'intérêt de l'industrie locale, que les  
chapeaux venant d'Europe déjà fabriqués ou  
montés soient grevés d'un impôt sérieux.

Ne révoquant, Monsieur le Directeur, n'a-  
vant point pour but assurément, comme l'on  
l'a dit, de changer nos intentions, d'amener  
une hausse générale des prix, ce qui serait  
absolument insensé dans la situation actuelle,  
et toute augmentation ne peut avoir pour ré-  
sultat qu'une restriction de la consommation.

Non, notre but n'est pas d'être ni égoïste  
ni imprévoyant tout à la fois.

Nous n'avons en vue que l'implantation dé-  
finitive de l'Uruguay d'une industrie suscep-  
tible de donner du travail à des centaines de  
personnes en même temps qu'elle nous affran-  
chirait du tribut payé par le grand mal gré à des  
fabricants de mauvais goût jetés à tort par  
des industriels plus habiles que scrupuleux.

Il sera difficile, pour bien des années en-  
core, de nous affranchir de la toute contribution  
à l'exportation pour la matière première des  
articles qui constituent notre spécialité. Mais  
pourquoi restrictions nous soumettre à la dime  
prélevée sur nous par l'Europe et même par  
Béarn Ayres en ce qui concerne le produit fa-

briqué, monté et prêt à être livré au consom-  
mateur, alors que nous avons ici tout ce qu'il  
faut pour fabriquer dans les conditions de  
goût et d'économie les plus irréprochables?

Pourquoi ne pas assurer au pays le bénéfice de  
la main d'œuvre alors qu'il y a ici tant de braves  
et habiles ouvriers à qui cette main d'œuvre  
permettrait de gagner honorablement leur vie  
et d'aider tout au moins à l'allégement des  
charges de famille?

En diminuant les droits sur la matière pre-  
mière et en élevant ceux qui pèsent sur les ob-  
jets fabriqués, l'Etat, sans diminuer en rien le  
revenu qu'il retire actuellement de nos arti-  
cles, nous mettrait en condition de fournir à  
plus bas prix des articles de meilleure qualité  
dont le salubre de fabrication resterait tout  
entier dans le pays.

Telle est notre thèse, et nous ne croyons pas  
qu'on puisse lui opposer aucune objection sé-  
rieuse.

Que se passe-t-il, en effet, aujourd'hui?  
Et que se passerait-il, si l'on accédait à nos  
vœux?

La capitale et les départements sont inondés  
de produits exotiques venus en très-grande  
partie de l'Allemagne, sous les étiquettes fran-  
çaises et qui ne représentent en rien, ni par la  
qualité des marchandises ni par l'économie réelle  
de la forme aux exigences du bon goût et  
de la naturelle distinction des dames orien-  
tales.

Ces produits frelatés sont introduits, en ou-  
tre frauduleusement pour la plupart comme  
«chapeaux de fillettes» pour s'exercer d'une  
partie des droits qu'ils auraient à payer com-  
me «chapeaux de dames», et l'ignorance, l'im-  
souciance ou la complicité des employés pré-  
posés à la classification rendent la fraude  
facile.

On se demande, d'autre part, si une simple  
division des articles en chapeaux de fillettes  
et chapeaux de dames suffit pour donner sa-  
tisfaction aux exigences de l'équité.

Pourquoi faire payer la même taxe à un  
article de luxe qui peut valoir cinquante ou  
sixante piastres et à un article ordinaire qui  
n'en vaut que dix ou même moins encore?

N'y a-t-il pas quelque chose de choquant  
dans l'application d'un tarif qui frappe aus-  
si durement sur la consommation forcée du pau-  
vre et la luxue volontaire du riche?

Les mêmes erreurs du reste, se retrouvent  
quelquefois dans la classification des matières  
premières, et peut-être aurons-nous occasion  
de formuler aussi sur ce point quelques récla-  
mations.

Mais nous ne voulons pas abuser du droit de  
pétition et nous surrions nous restreindre  
pour ne demander que ce qui nous paraît le plus  
raisonnable et juste qu'on nous accorde.

Au lieu donc d'un droit par équivalence  
payé sur des produits mal classés et de valeur  
inférieure au détriment du travail local,  
nous demandons que le Gouvernement veuille  
bien établir une classification raisonnée des  
matières premières, avec des droits modérés  
calculés sur la valeur vraie des catégories, et  
qu'il impose un droit élevé sur tout produit  
fabriqué. Dans ces conditions, l'article étran-  
ger n'entrerait plus que comme modèle pour  
la fabrication locale.

On n'introduirait plus la pitoyable passolite  
qui encombre les magasins de nouveautés et de  
mercerie, on verrait prospérer une centaine  
d'ateliers de chapellerie pour dames d'où on  
sortirait que des articles dont le goût et le  
prix donneraient satisfaction à tous les besoins  
et à toutes les bourses.

Il est évident que, dans les premiers temps,  
quelques habitudes pourraient s'en trouver  
contrariées. Mais les introducteurs actuels ne  
tailleraient pas à ce propos les qu'il faut mieux  
pour eux aussi traiter avec des fabricants de la  
pierre qui accumulent des marchandises d'ou-  
tre-mer dont on n'a pas toujours le placement  
et qui augmentent annuellement le stock de  
choses ou restent pénibles et étranglées les plus  
claires de leurs bourses.

Et résumé, une piastre sur tout chapeau fa-  
briqué venu du dehors et une classification  
méthodique des matières premières, voilà ce  
que nous demandons.

La question est assez importante, et les avan-  
tages qui s'y rattachent sont assez grands pour  
qu'on nous écoute... moi aussi pour que vous  
nous permettiez, monsieur le Directeur, dans  
votre obligeance extrême, d'y revenir un jour  
prochain.

Hugues Capel.

## LETRE AGRICOLE

DE PARIS

Paris, 20 Janvier.

PETITE ORAISON FUNÈRE À L'ADRESSE DE 1891.  
— LES DEUX GROUPE. — VUEUR RELATIVE DE  
LEURS ÉTATS-MEURS. — RÉSULTATS COMPARÉS  
DE QUELQUES RÉCOLTES EN ANGLETERRE,  
EN BELGIQUE, EN FRANCE. — LES AGRICUL-  
TEURS ANGLAIS ET M. ECO. TISSERAND.  
— LES BOUTIQUERS NE SONT PAS CEUX QU'ON  
PENSE.

La voilà donc ensevelie dans sa fosse, cette  
année néfaste et malaisante de 1891! Mais  
elle ne sera pas si facilement ensevelie dans  
l'oubli, car c'est elle qui peut être son rap-  
peler à notre souvenir comme ayant ouvert  
l'autre aux tempêtes économiques. Que val-  
l'ait sorti de ce grimoire indigeste de tarifs  
de douanes auquel auront collaboré dans tous  
les pays, hormis La Grande-Bretagne, toutes  
les fées mauvaises, toutes les sorcières les plus  
vilaines qu'il soit possible d'imaginer!

Mais devant les exultations indiscrètes de  
ceux qui ont pris part à cette déplorable cam-  
pagne, devant leur enthousiasme qui leur fait  
passer, devant leur enthousiasme qui leur fait  
considérer comme un titre de gloire de la lé-  
gislation actuelle l'œuvre que celle-ci vient  
d'accomplir, on est presque obligé de surpren-  
dre tout jugement, car on ne peut douter, en  
définitive, que la plupart ont agi avec bonne  
foi, mais une bonne foi qui ne trouve que des  
excuses que dans l'aveuglement produit par la  
sentiment d'un intérêt égoïste.

Ca qui, d'un autre côté, rend leur responsa-  
bilité plus lourde, c'est qu'ils n'avaient qu'à  
ouvrir les yeux pour voir de quel côté se trou-

vait le savoir, la compétence. Que peut bien  
peser, je le demande à tout esprit impartial, le  
groupe qui a réussi à imposer à la France  
l'horrible des campagnes et des villes  
le nouveau régime dont il se glorifie tant,  
on face du groupe où figure tout ce que la  
science économique compte parmi les  
capacités les plus hautes, où l'on peut citer  
des hommes tels que Léon Say, Jules Si-  
mon, Leroy-Beaulieu, Lavasteur, Molinari,  
Courcelle-Seneuil Maurice Block, etc., etc.,  
rien qui pour la France seulement? Car ce  
qu'il y a de vraiment singulier, c'est que  
parmi les coryphées de notre réaction éco-  
nomique et leurs candidats, on ne peut citer  
aucun économiste de marque; tous, à peu  
de chose près, sont des avocats-politiciens, très  
rôtors, très adroits, parfois même éloquentes,  
toujours disposés à se mettre au service d'une  
thèse, ou d'une affaire, comme ils disent, au  
palais, surtout quand ils sentent que cette  
thèse est favorisée par les courants de l'opini-  
on habilement travaillée par des meneurs  
restés dans les coulisses de certaines Associa-  
tions, et que, par là, ils ont chance d'être mis  
en relief. Il est probable que si la pensée de  
leur infériorité relative leur est venue, ils se  
seront tranquillement refusés de considérer  
l'économie politique comme une science. C'est  
si commode!

Sous le rapport des réalités, l'année défunte  
ne laissera pas non plus de bons souvenirs.  
Mais, cependant, il ne faut pas l'accabler, car  
on a singulièrement exagéré les dégâts. Il est  
vrai qu'avant un hiver aussi prolongé, un été  
froid et pluvieux, il n'était guère possible de  
compter sur des produits de qualité. Cependant  
les vins de 1891 ne comptent pas parmi les  
plus mauvais, grâce à une saison d'automne  
réparatrice dont les céréales n'ont pas pu pro-  
fiter.

Mais la quantité n'a pas été aussi générale-  
ment réduite qu'on l'avait affirmé tout d'a-  
bord, en France du moins, et une bonne partie  
du déficit quantitatif aura été causé par la  
diminution des surfaces consacrées habituelle-  
ment à la production du blé.

Malgré cette diminution, nous aurions en-  
gagé cependant une récolte de froment suffi-  
sante à nos besoins, si nos cultivateurs,  
moins confiants dans la protection des droits  
sur les blés étrangers qui leur valent de gagner  
sans effort un relèvement artificiel des prix de  
20 p. c. environ pour le moins, s'appliquaient  
un peu plus à cultiver que les bonnes espè-  
ces de ces terrains convenablement choisis et  
fertilisés avant et pendant la végétation.

Si on voudrait prouver qu'ils ne font pas  
tout ce qu'ils peuvent, c'est la comparaison de  
nos rendements avec ceux de l'Angleterre et  
de la Belgique. Voici, à ce sujet, un petit tableau  
qui dit long, et dont les éléments sont em-  
pruntés aux relevés approximatifs, qui, juste-  
ment, viennent d'être publiés presque en même  
temps, par les administrations compétentes en  
France, en Belgique et en Angleterre.

Rendements moyens approximatifs en hectoli-  
tres par hectare

ANNÉE 1891

Pays	Blé	Orges	Avoine
Angleterre	28	30.5	31.5
Belgique	21	30.5	42
France	11	22.3	20

Le cultivateur français, protégé d'après ce  
tableau, a produit, en moyenne, 11 hectolitres  
de blé de moins par hectare que le cultivateur  
anglais, et 10 hectolitres de moins que le cul-  
tivateur belge qui sont ce me semble, peu ou pas  
produits. Avec une production moyenne par  
hectare égale à celle de l'Angleterre, nos  
5,800,000 hectares moissonnés à l'automne  
dernier, nous aurions rapporté plus de 162  
millions d'hectolitres; avec la moyenne belge,  
le rendement total aurait encore atteint plus  
de 121 millions d'hectolitres!

Dans les deux cas, nos besoins eussent été lar-  
gement couverts, et nous gardions en France  
les 7 ou 800 millions de francs avec lesquels il  
faut acheter du blé étranger, ce qui relève  
singulièrement dans l'ombre les quelques  
dizaines de millions que notre régime douanier  
aura fait encaisser au Trésor, aux frontières  
ou dans nos ports.

On peut objecter, il est vrai, qu'une bonne  
partie des emblavures de notre pays ne sont  
pas comparables comme nature de terres à celles  
de la Belgique et de l'Angleterre. Je ne  
dis pas non; au contraire, il est permis d'obser-  
ver que rien n'oblige le cultivateur français  
à faire pousser des blés dans des sols qui ne  
leur conviennent pas; le temps est passé où l'on  
pouvait se glorifier de faire croître du blé sur  
des terres auparavant en seigle ou aples à  
quelque autre produit.

En y mettant le prix, on peut faire pousser  
des récoltes dans du sable calciné; au contraire,  
c'est une opération admissible uniquement à  
titre de démonstration scientifique; car autre-  
ment ce n'est plus que pure sottise.

Il n'y a guère que notre deuxième région,  
compréhendant les orzo départements qui passent  
pour les mieux cultivés, où le rendement se  
rapproche du belge et de l'anglais. Ce ren-  
dement moyen ne va pas au-delà de 19 hectoli-  
tres à l'hectare, et par conséquent, reste infé-  
rieur de 2 hectolitres à la moyenne générale  
pour le royaume de Belgique, estimée à 21 hec-  
tolitres.

Pour trouver l'égalité, il faut se cantonner  
dans notre département du Nord, dont le ren-  
dement moyen atteint 21 hectol., à l'hectare,  
exactement égal à celui de la province de  
Flandre occidentale, qui n'est séparée de notre  
Flandre française que par une ligne imagi-  
naire.

Que je vous signale, avant de finir, un acte  
qui repose un peu des turpitudes contemporai-  
nes. M. Henry F. Moore, l'éditeur d'une publi-  
cation agricole très estimée en Angleterre, le  
«Hells Weekly Messenger» et le «Mark Lane Ex-  
press» de Londres, ont, à l'occasion du jour de  
l'An, offert à M. Eco. Tisserand, notre direc-  
teur de l'Agriculture, deux superbes bronzes  
de Conrad Drepler, représentant un taureau et  
une vache de la race de Jersey, l'un et l'autre  
classés comme champions du grand concours  
agricole de Windsor.

Il est voulu par là donner à notre compa-  
triotisme un souvenir durable de la gratitude res-  
sentie par les agriculteurs anglais venus en  
France pour y étudier nos institutions agric-  
oles, et qui ont constamment trouvé auprès de  
M. Tisserand le plus bienveillant accueil et les  
facilités nécessaires pour leurs recherches.

On ne peut s'empêcher d'admirer ce senti-

ment de reconnaissance vivace chez la plupart  
des Anglais pour les attentions que l'on a pour  
eux, et qui se traduit par ces témoignages  
dont on entend parler si fréquemment. Il faut  
convenir que ces peuples, que certains affectent  
de traiter de bouillottes, se comportent d'une  
façon beaucoup plus chevaleresque que cer-  
tains autres qui ne savent s'acquiescer que par  
des paroles creuses, ce qui est plus écono-  
mique que de mettre la main à la poche.

J. LAVERRIÈRE

## Corruption de fonctionnaire

Un curieux procès vient de se dérouler de-  
vant la Cour d'assises de la Seine, présidée par  
M. Robert.

Trois accusés:  
1° M. Ernest-Charles Rigot, ancien employé  
à la mairie du VII<sup>e</sup> arrondissement, âgé de 38  
ans demeurant rue Denfert-Rochereau, à Bou-  
logne-sur-Seine.

2° M. Gabriel Charles Billebault-Du-Chaf-  
faut, sans profession, âgé de 33 ans, demeurant  
avenue d'Antin 19.

3° M. Félix Ignace-Victor Fischer (dit com-  
te de Cheyriers), âgé de 51 ans demeurant rue  
Vernet 23.

Voilà, coupé en et là dans l'acte d'accusa-  
tion dressé par le Parquet l'exposé des faits  
de la cause, comme on dit au Palais. Le 1<sup>er</sup>  
Jury dernier Billebault-Du-Chaffaut venait  
réclamer à la mairie du XII<sup>e</sup> arrondissement des  
pièces produites, le 11 mars, pour le mariage  
de Victor Ignace-Victor Fischer, comte de  
Cheyriers avec Jeanne Caroline Lucie, fille du  
marquis du Vidal de Montferrier. On fut sur-  
pris de cette réclamation de pièces. On fut sur-  
pris encore de l'insistance de Billebault-Du-Chaf-  
faut pour voir un employé de l'état civil, le com-  
missaire principal Rigot, qu'une indécence avait  
fait récemment suspendre.

Le dossier fut examiné. On reconnut aussitôt  
que le titre et le comte de Cheyriers n'eussent  
pas dû figurer à l'acte de mariage; que si l'extrait de naissance de Fischer n'eût  
été ses auteurs n'en faisaient mention; qu'en-  
fin, en marge du premier de ces extraits, et  
d'une écriture qui paraissait être celle de  
Rigot on avait ajouté (pour surprendre la vi-  
gillance de l'état civil chargé de parapher les  
pièces) le nom de Victor Fischer au dessus du nom  
de Fischer, seul inscrit à l'origine.

Interrogé par le maire du XII<sup>e</sup> arrondis-  
sement, M. Rigot reconnut, après des tergiversa-  
tions, qu'il était sur les instances de M. Bille-  
bault-Du-Chaffaut, mandataire de M. Fischer,  
qu'il était inscrit indument sur l'acte de ma-  
riage, que M. Fischer était comte de Cheyriers.  
Vainement M. Rigot avait, après examen des  
pièces à lui remises pour les publications, fait  
observer à M. Billebault-Du-Chaffaut que la fu-  
ture pouvait tout au plus être qualifiée de comte  
romain.

Vous n'y pensez pas! s'écria M. Du-  
Chaffaut, ce serait un vrai scandale. M. Fis-  
cher n'est connu que sous le nom de comte de  
Cheyriers. C'est une véritable possession d'o-  
bit.

M. Billebault-Du-Chaffaut avait parlé des amitiés du  
comte de Cheyriers, de son influence et de sa  
richesse.

M. Rigot avait alors fermé les yeux, sur la  
promesse d'un cadeau. M. Du-Chaffaut ap-  
porta bientôt à l'employé de la mairie une somme  
totale de 800 francs, dont 300 francs pour les  
pauvres et 500 francs pour la complaisance de  
M. Rigot.

M. Rigot avait alors favorisé la fraude qui  
lui était demandée. Le 11 mars, M. Fischer  
était, dans la presse d'un samedi, marié sous  
le titre de comte de Cheyriers.

L'acte d'accusation s'exprime ainsi sur M.  
Billebault-Du-Chaffaut:  
«Livrés depuis longtemps aux expédients, pa-  
rés d'un titre de comte au quel il n'a jamais eu  
le moindre droit, donnant sans adresse pour le  
mon le, avenue d'Antin, n° 19, où il n'a qu'une  
chambre de domestique non meublée au sixième  
étage, sous les combles, menant depuis de  
longues années un train de vie que ses res-  
sources n'expliquent pas, accusé par divers  
fournisseurs de grosses faillites, l'honorable  
passé de sa famille et sa qualité de  
lieutenant d'artillerie territoriale lui donnaient  
un crédit que les enseignements recueillis sur  
sa conduite et sa moralité ne semblent pas jus-  
tifier.»

Il reconnaît que, deux fois, il a dû revenir  
à la mairie, et que Rigot lui a signifié deux fois  
l'irrégularité des pièces qu'il remettait. Son  
intelligence, son instruction ne lui permet-  
taient pas d'abuser sur la gravité des efforts  
qu'il allait tenter pour passer outre.

Le service ainsi rendu par M. Billebault-Du-  
Chaffaut à M. Fischer aurait été payé 40,000  
francs, pour sa défense, M. Du-Chaffaut pré-  
tend qu'il n'a pas voulu corrompre l'employé  
de l'état-civil et qu'il lui a fait un cadeau  
comme cela se fait toujours dans les grands  
mariages.

Voilà maintenant les principaux passages de  
l'acte d'accusation concernant M. Fischer,  
époux en premières noces de la fille aînée du  
duc Frailin de Penigny.

Les renseignements reçus sur Fischer sont  
favorables. Né à Paris d'un père allemand et  
d'une mère française, il a fait, en France, son  
service militaire. Il a obtenu un brevet de  
comte romain. Mais, dès son premier mariage  
en 1870, son état-civil avait été appelé sur  
l'impossibilité d'obtenir la mention de ce titre  
dans un acte français.

La lettre de faire part, alors adressée à ses  
relations, où une disposition ingénieuse entou-  
ré d'une parenthèse le nom et le titre «Comte de  
Cheyriers», témoigne la souci qu'il avait déjà  
de ne pas même se laisser sur un avis pure-  
ment privé. Fischer reconnaît encore avoir  
chargé un référendaire au sceau d'obtenir la  
régularisation de cette possession d'obit.

Il ne pouvait dès lors se méprendre sur l'ir-  
régularité très grave qu'il allait commettre et en  
usurpant le nom et le titre dont il avait de-  
mandé, sans l'obtenir, la consécration légale,  
pas plus qu'il ne pouvait ignorer les motifs  
qui déterminaient, pour son mariage, le  
choix du samedi, jour d'indépendance, et la  
matinée, où dix mariages allaient être célé-  
brés en une heure.

Bénéficiant de l'acte de concession que Du-  
Chaffaut payait pour lui à un employé coupable,  
il avait voulu éviter par son co-ac-  
cusé que tout allait bien marcher, mais qu'il fal-  
lait une gratification pour l'employé et avait  
répondu: «Faites pour le mieux»

M. l'avocat général Grappi a soutenu l'accu-  
sation avec beaucoup d'humour. Les accusés  
étaient défendus par: M<sup>rs</sup> Duroy pour M.  
Rigot, M<sup>rs</sup> Maurice Tézenas pour M. Billebault-  
Du-Chaffaut et M<sup>rs</sup> Demange pour M. Fis-  
cher.

Rigot est condamné à la dégradation civique  
et à 200 francs d'amende.

Billebault-Du-Chaffaut est condamné à la dé-  
gradation civique, à six mois de prison et à  
200 francs d'amende.

Fischer est acquitté.

## UNE! DEUX!

II.

Oui. Il a compris. Il a compris une fois pour  
toutes. Les grands espaces philosophiques se  
sont ouverts devant lui; ils pressent déjà la va-  
leur des mécanismes sociaux, parfois stupides  
en apparence, et qui pourtant assurent la  
grandeur des peuples. Résolument tant qu'il le  
faut, il saura rentrer son intelligence sur le  
même alignement que ses pieds. Il sera, ca-  
poral, sergent, officier peut-être, si la folie  
entière lui vient pendant ses trois ans de ser-  
vice.

Il apprendra la beauté du silence sous le ro-  
proche même injuste, la noblesse des dures et  
fastidieuses corvées dans la boue sous la pluie,  
au grand soleil, tout à tour....

De novembre à février, tout le monde au ré-  
giment. Le dimanche, la messe; la baïonnette coté  
école du soldat dont le texte doit être pos-  
sédé littéralement.

Ah! messieurs, c'est ici la morte-saison pour  
les beaux parleurs! Il faut savoir, savoir par  
cœur, à un avertissement, à une conjonction près.  
Tous égaux devant l'école du soldat.

Depuis le commencement tout gris dont la mé-  
moire, débarrassée quelque peu, se rebelle aux  
minuties du texte. Jusqu'à sous lieutenant  
frail ému du balai, qui nous humilie tous  
de son impeccable défilé roulant sans un temps  
d'arrêt sans un hésitation sans un attonne-  
ment. Les premiers temps les bleus lui trou-  
vaient l'air un peu jeune, un peu poulpin, à  
ce gosse-officier. Puis,





# INSTITUTO ODONTOLOGICO AMERICANO

DIRECTOR POR LOS CIRUJANOS, DENTISTAS  
F. CASULLO Y H<sup>NO</sup>.

206—CALLE ANDES—206 ESQUINA 18 DE JULIO

Avísamos á nuestra clientela y al público en general que hemos establecido un Instituto Odontológico, único en su clase en Montevideo.

En este Instituto es en donde los encontrarán las ventajas de las para obtener una buena dentadura sin molestia ni sacrificios.

1. A quí solo hacemos las extracciones, ORIFICACIONES Y EMPLOMADORAS sin el mas mínimo dolor, por medio de la máquina anestésica insensitiva que poseemos única en la América del Sur y hacemos toda clase de trabajos con el arte dentario sin exclusion, a satisfacción de los mas exigentes.

2. Los precios son al alcance de todas las clases.

3. Alquien lo fuera cómo lo pagar el trabajo al contado lo podrá hacer por mensualidades de uno ó dos pesos ó mas, según lo acomode y plazga.

4. Luego que los pueden asegurar sus dientes por la infima suma de cincuenta cts. por mes, siempre que los suscritores de esta familia sean menos de cinco, siendo mas se hará una rebaja de un veinte por ciento á los que se les cuidará la dentadura haciéndoles toda clase de reparaciones que fueran necesarias, hasta colocarse la dentadura completa si hubiese necesidad, por lo tanto los asegurados tendrán derecho á que los Directores lo mantengan la dentadura en perfecto estado de conservación ya sean los dientes naturales ó artificiales.

Pido á las familias que ocurren al Instituto y piden datos, y se suscriba al menos uno de ellos y así podrán ver las innumerables ventajas que les reporta el tener asegurada la dentadura en dicho Instituto.

## HOTEL FRANÇAIS

PANIER FLEURI  
170 CALLE ARAPEY 170

Este establecimiento se recomienda por su posición estratégica y el servicio esmerado que presta á los viajeros en este hotel, todas las comodidades posibles unidas á un ambiente agradable y sobria decoración. Restaurante á la carta. Suba especial para banquetes, pieza para fumadores para familias y hombres solos.

## RESTAURANT DEL CORREO

MORANDI

RECIENTEMENTE RENOVADO

ESPECIALIDAD EN VINOS

DIRECTAMENTE

Por mayor

y menor

HERMANOS

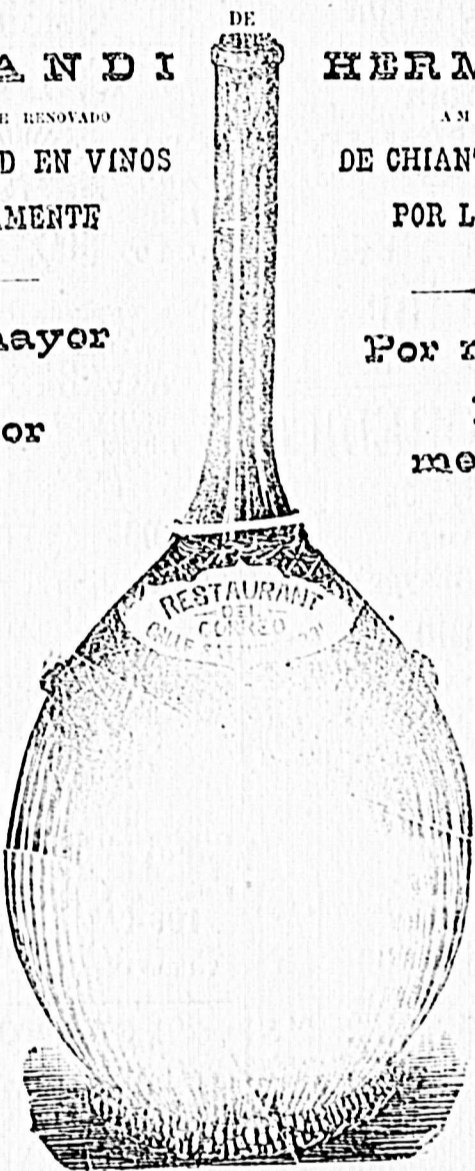
AMPLIADO

DE CHIANTI RECIBIDOS

POR LA CASA

Por mayor

y menor



EN ESTABLECIMIENTO  
DO ESTABLECIMIENTO  
SE ADMITEN FENOS-  
NISTAS Y SE LLEVAN  
VIANDAS A DOMICILIO  
A PRECIOS QUE NO  
ADMITEN COMPETEN-  
CIA.

ALMUERZO  
30 cts.

CONTANDO LA CASA  
CON UN PERSONAL  
COMPETENTE RECIBE  
ORDENES PARA BAN-  
QUETES, LUNES,  
BAUTISMOS, BA-  
MIENTOS, ETC.  
ATENDIENDO CUAL-  
QUIER PEDIDO.

CENAS  
50 cts.

231 CALLESARANDI 233

## LE BEAU NOTAIRE

PAR PIERRE NINOS

QUATRIEME PARTIE

MARGOT

NH

LE MENSONGE DE MARGOT

Georges, en jetant les yeux sur l'écriture tressaillit des pieds à la tête; c'était bien celle de M. de Légnac.

Mais le contenu était banal et fort insignifiant.

Gaetan envoyait la somme nécessaire à l'entretien du petit, et recommandait qu'on le soignât consciencieusement.

Après cela, rien de particulier.

La preuve était flagrante pour Egantino, oui, mais rien que pour elle.

On arrivait à être sûr, grâce à cette lettre, que c'était bien M. de Légnac qui s'était occupé de Jacques, mais de là à prouver que ce dernier était Fabrice, il y avait un abîme.

En effet, Gaetan ne pouvait-il pas affirmer que le petit était le fils d'un de ses amis; le

sien au besoin, l'ayant eu en dehors du mariage avec une femme étrangère et tant d'autres raisons encore, lesquelles devenaient bonnes par cela seul qu'elles sortaient de la bouche d'un homme d'une loyauté aussi éprouvée que celle de M. de Légnac.

Néanmoins, Georges revint à Violaine, convaincu qu'Egantine éprouverait une ardente joie du résultat de ses démarches.

Il ne se trompait pas; et, à partir du moment où il lui eut raconté ce qu'il savait, elle s'aborda dans cette pensée, la caressa, vécut avec elle, ébriant de son esprit tout le reste.

Fabrice allait lui être rendu!

Car, elle n'en doutait pas un seul instant, à son premier appel, il tenait les bras vers elle, accepterait son amour, le lui rendrait dans la plus large mesure.

Est-ce que sa vie, à part cette dernière et malheureuse affaire, n'avait pas été une série non interrompue de séductions et de victoires?

Pourquoi ne serait-elle pas aussi irrésistible vis-à-vis de son fils qu'elle l'avait été constamment vis-à-vis de ses amants?

Avec le danger qu'elle ignorait, toute assurance lui revenait.

Il lui semblait qu'elle avait fait un mauvais rêve dont elle allait s'éveiller.

Son invincible orgueil reprenait le dessus:

Institution Française pour demoiselles Directrice: Madame Clo-tilde-César-Bouas, pour vue du brevet d'institutrice et du diplôme supérieur de l'Ecole Normale de France.

106—Convencion—106

WILLIAM MEIKLE Y C

61—CERRO-LARGO—61

FERROS DE TODAS CLASES, PARA HERREROS CARPINTEROS, ETC.

COMO TAMBIEN TIRANTES Y VIGAS DE FIERRO PARA CONSTRUCCIONES

Alambre para cerros, de acero y de hierro, patente y media patente.—Alambregalvanizado para telegrafos.—Estiradores y piques de fierro, fierro galvanizado, para techos, idem liso.—Zinc de todos los números. Caballetes, tornillos, clavos y rosetas galvanizados.—Flojes de todas clases.—Hoja de lata de todas clases y tamaños. Ollas de tres pies, ollas y cacerolas estañadas.—Braseros con pías y sin pías.—Baldes sencillos, reforzados y remachados.—Loza piedra, labrada lisa.—Loza común.—Porcelana vidriera y cristaria.—Ceniza de soda.—Soda cáustica, etc.



## OUVRAGES NOUVEAUX

A. BARREIRO Y RAMOS

(Ouvres d'Emile Zola, à 0.99 le vol. — Les Rougon-Macquart; Histoire naturelle et sociale d'une famille sous le second empire. La fortune des Rougon, 1 vol. La Curée, 1 id. Le Ventre de Paris, 1 id. La conquête de Plassans, 1 id. La faute de l'abbé Mouret, 1 id. Son Excellence Eugène Rougon, 1 id. L'Assommoir, 1 id. Une page d'amour, 1 id. Nana, 1 id. Pot-Bouille, 1 id. Au Bonheur des Dames, 1 id. La Joie de vivre, 1 id. Germinal, 1 id. L'œuvre, 1 id. La Terre, 1 id. Le Rêve, 1 id. La Bête humaine, 1 id. ROMANS ET NOUVELLES

Thérèse Raquin 1 vol. Mylène Féral 1 id. La confession de Clau le l'id. Nais Micoulin 1 id. Contes à Ninon 1 id. Nouveaux Contes à Ninon 1 id. Le Capitaine Barrie 1 id. Les Mystères de Marseille 1 id. Le vœu d'une morte 1 id. ŒUVRES RITQUES

Mes Haines 1 vol. Le Roman expérimental 1 id. Les Romanciers naturalistes 1 id. Le Naturalisme au théâtre 1 id. Nos Auteurs dramatiques 1 id. Documents littéraires 1 id. Une Campagne 1880-1881 1 id.

Thérèse Raquin, Les héritiers Rabourdin, Le bouton de Rose, un volume. En collaboration avec Guy de Maupassant, Huysmans, Cécil, Hennique, Alexis: Les soirées de Médan 1 volume.

## SECTION MARITIME



PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS  
Messageries Maritimes

Le paquebot français,

MATAPAN

Capitaine: ROSSIGNOL

Partira le 25 Février à 8 h. du matin pour le Brésil et Bordeaux.

elle se disait que, réhabilitée—car elle ne doutait pas un seul instant de l'être—elle resterait aussi riche, aussi influente qu'auparavant.

Ne serait-elle pas, en effet, la mère du duc de Candale?

Les millions de sa belle fille restaient les siens; on inventerait un subterfuge pour tout arranger au mieux des intérêts de chacun, et elle vivrait heureuse, savourant en paix l'amour de Fabrice retrouvé, tant il lui que son mari et sa fille, ses deux cauchemars,—la débarrasseraient à tout jamais de leur présence.

Véritablement son étoile n'avait pas pâli; devant tous ces résultats:—la fortune conquise à jamais, l'orgueil assis sur des bases inébranlables, le retour du fils, qu'elle avait tant pleuré,—elle ne regrettrait qu'à peine la dure épreuve qu'elle venait de subir.

Cependant, malgré l'ardente volonté de Jacques Desat, ses démarches, son activité et tout le zèle qu'il déploya en faveur de sa petite cliente, il lui fut impossible de faire aboutir aussi vite qu'il l'eût voulu, les formalités de la mise en liberté de Margot, et par conséquent aussi de Mme de Légnac.

On reconnaissait l'authenticité de la lettre de Lucie, les experts de Paris s'étaient prononcés et avaient déclaré que l'écriture était bien la sienne.

Les chimistes assermentés avaient, de leur côté, analysé les matières trouvées dans le cof-

La paquebot français:

## PORTUGAL

Capitaine VACQUIER

Partira le 6 Mars à 3 heures du soir faisant escales à Rio Janeiro, Dakar, Lisbonne et Bordeaux

Le vapeur français:

## MEDOC

Capitaine DUPONT

Partira le Mars pour Brésil et Bordeaux

Le paquebot français:

## ORENOQUE

Capitaine BRETEL

Partira le 24 Mars à 8 h. du matin faisant escales à Rio Janeiro, Bahia, Pernambuco, Dakar, Lisbonne et Bordeaux

Pour plus amples informations et pour traiter du fret des marchandises s'adresser à l'Agence, rue Zabala 78.

L'Agent, A. PARDELLHA.

Mensagerias Fluviales del Plata

ITINERARIO

DEL VAPOR NACIONAL

## MONTEVIDEO

Salto todos los viernes para Buenos Aires, Palmyra, Fray Bentos, Gualeguaychú, Uruguay, Paysandú, Villa Colonia, Guaviyú, Concordia. Llegada del Salto y escalas todos los juéves. A limite pasajeros, cargas encomiendas y di-nero á flete para dichos puntos.

Vapor Nacional

Capitan: Pintos. Salto todos los martes para Salto y escalas to-cando en Colonia.

Ernesto Julia.

Calle Piedras, núm. 173.

CHARGEURS REUNIS

COMPAGNIE FRANÇAISE

DE NAVIGATION A VAPEUR

Le vapeur français

RIO NEGRO

Capitaine GUEGAL

Partira le 18 Février 1892 pour Dunkerque et le Havre.

Le vapeur français,

## DOM PEDRO

Capitan: LENORMAND

Partira le 28 Février pour Dunkerque et le Havre, faisant escale à Santa Cruz de Tenerife.

Le paquebot français:

## PARAGUAY

Capitaine: BUGAULT

Partira le 6 Mars pour Dunkerque et Havre faisant escale à Santa Cruz de Tenerife.

Prix des Places

Ire. classe Fr: 750. 3me distincte 350—3me. 150

Pour plus de renseignements sur les passa-ges et les frets s'adresser à l'Agent.

P. TALHOUARNE

204-Rue Piedras, altos.

Téléphone «La Cooperativa» num. 172.

fret et dans la sento du canapé; leurs déclara-tions étaient formelles: les deux produits, identiques tous deux, étaient des lamelles d'an-tiarine.

En dépit de ses excellents résultats, c'était long, bien long!

La justice, en effet, si prompt à arrêter les individus, sur le moindre soupçon, ne leur ouvre pas les portes de ses prisons avec la même facilité qu'elle les a fermées derrière eux.

Néanmoins, le jeune député put repartir au bout d'un mois pour Auch, avec l'assurance formelle que l'ordre de mise en liberté le sui-vrait de près.

Mais cet ordre concernait seulement les deux femmes; tandis qu'il n'était naturellement question du notaire.

En effet, Lesparre n'avait été condamné que pour abus de confiance, et rien, dans la lettre de Lucie, ne prouvait qu'il n'eût pas volé l'argent de ses clients, au contraire; les der-nières lignes, tracées par la malheureuse, donnaient à cette accusation une force de plus.

Ce fut Gratten qui annonça à sa femme tou-jours entre la vie et la mort, qu'Egantine al-lait être probablement mise en liberté, car la lettre du Lucie avaient été retrouvées et les dé-marches que Jacques Desat tentait à Paris,

depuis cette découverte, semblaient devoir aboutir.

—Hélas! répondit l'infortunée jeune femme, elle n'en restera pas moins condamné à mort pour tous, et surtout pour nous!

Mais au moins, sa tête ne roulera pas sur l'é-chafaud!

A partir de cet instant, elle ne parla jamais de sa mère, et sembla avoir oublié la nou-vè-le que lui avait apprise son mari; mais tout danger disparut et quinze jours environ après, Gratten put emmener la jeune marquise en Vi-carie.

Il avait résolu d'aller rejoindre Gaetan en Amérique le plus tôt possible, mais avant de s'expatrier pour toujours, ils voulaient at-tendre que Margot fût rendue à la liberté afin de s'embarquer avec elle et son fiancé, Jacques Landry.

Où iraient-ils?

Il avait décidé que non au mondene con-naîtrait leur nouvelle demeure, nul, surtout les deux misérables femmes—Egantine et Mac Plavés,—lesquelles la nouvelle famille devait désormais, et pour toujours, rayer de son ex-dre.

Ce fut dans les bras de Jacques Landry que Margot tomba le soir où les portes de sa prison s'ouvrirent devant elle.

## P. S. N. C.

COMPAGNIE DU PACIFIQUE

Ligne bi-mensuelle de vapeurs

ENTRE

Liverpool, Rio de la Plata et Valparaiso

Deservie par les magnifiques vapeurs suivants

Aconcagua 4112 tons. John Elder 4182 tons

Araucania 2577 " Liguria 4688 "

Britannia 4132 " Magellan 2826 "

Galicia 3529 " Lolosi 4276 "

Iberia 4702 " Patagonia 2860 "

Sorata 4059 tons.

Vingtes à Europa en 18 dias

Le rapide vapeur anglais

## BRITANNIA

Capitaine: H. BROWN

Partira le 27 Février 1892

Pour Rio Janeiro, Lisbonne, Vigo, Bordeaux, Plymouth et Liverpool.

PASAJES A VIGO: 30 PESOS

8 ANS FRAIS DE QUARANTA

Il sera servi gratuitement du vin aux pas-sagers DE TOUTES LES CLASSES à bord de TOUS les vapeurs de la compagnie.

Pour plus de détails s'adresser à:

Wilson, Sons & C.º Limit d

AGENTS A

MONTEVIDEO | BUENOS AIRES

RUE SOLIS 55 | RUE RECONQUISTA 2

Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pa-nambouc et San Vincent.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DE

TRANSPORTS MARITIM

A VAPEUR

SERVICE RÉGULIER

DE BUENOS AIRES A NAPLE

Le vapeur français:

## PROVENCE

Commandant FERRAS

Partira le 2 Mars 1892 pour Rio Janeiro

Bahia, Marseille, Barcelone, Gènes, et Naples.

vapeur français,

## ESPAGNE

Commandant: C. ALLEMAND

Partira le Mars pour Rio Janeiro

Bahia, Marseille, Barcelone, Gènes et Na-ples.

FLOTTE DE LA COMPAGNIE

(Licence de l'Amérique du Sud)

Béarn... de 5,000 tonneaux et 2,400

Bourgoigne > 2,500 > 1,000

Bretagne > 3,000 > 1,200

La France > 4,000 > 1,500

Poitou > 2,800 > 1,200

Provence > 5,000 > 2,500

Aquitaine > 5,500 > 3,000

Espagne > 6,000 > 3,000

PASSAGES DE MONTEVIDEO A PARIS

On délivre des passages de Montevideo à Paris en Ire 2e et 3e classe. Les passages de Paris sont valables pour 45 jours, et ceux d'aller et retour pour 6 mois, à compter de la date du départ.

Les passagers peuvent obtenir dans les mêmes conditions des billets de Paris à Montevideo aux bureaux de la Société, rue de la Chaux séo d'Antin No. 21.

Prix des passages d'aller: Ire classe \$ 140-2me. 105—3me. 75.—Aller et retour: Ire. class \$ 240—2me. 180—3me. 75.

En cas de quarantaine en Europe, les frais de passagers de 3me. classe seront pour compte de la Compagnie.

Les passagers qui prendront des billets d'aller et retour jouiront d'un rabais de 20 p. 100.

Les personnes qui désireront faire voya-ges des passagers d'Europe payeront leur pas-sage contre une lettre de crédit, et dans le cas où le voyage n'aurait pas lieu le prix du pas-sage sera intégralement remis.

Pour plus de détails, fret et passages s'adres-ser à l'Agence.

RUE ZABALA 72.

Soulas, Renausse

(A suivre)